

Face aux guerres et menaces de guerre : anti-impérialistes et internationalistes !

samedi 13 juillet 2019, par [LEMAITRE Yvan](#), [ROUSSET Pierre](#), [SALINGUE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juillet 2019).

Les grandes puissances n'hésitent pas à mettre le monde à feu et à sang pour défendre ou étendre leurs intérêts. Des puissances qui font planer aujourd'hui bien des menaces, avec des risques réels d'explosions aux conséquences difficilement mesurables, mais qui imposent aux forces progressistes de renforcer leurs positions internationalistes et anti-impérialistes.

Sommaire

- [Course aux armements et \(...\)](#)
- [USA-Iran : Trump le va-t-en-gu](#)
- [Le théâtre d'opérations \(...\)](#)
- [Contre les guerres et le \(...\)](#)



Crédit Photo : DR.

Course aux armements et rivalités inter-impérialistes

« Mohamed Ben Salmane fait un boulot spectaculaire » : ainsi s'est exprimé Donald Trump lors du sommet du G20, organisé à Osaka (Japon) les 28 et 29 juin, sans susciter de commentaires de la part des autres participants. Pire encore : le sommet a acté que sa prochaine réunion se tiendrait, en 2020, à Ryad, capitale du royaume d'Arabie saoudite. La sale guerre contre le Yémen, les exécutions d'opposants (dont celle, très médiatisée, du journaliste Jamal Khashoggi), les détentions arbitraires n'y auront rien fait : Mohamed Ben Salmane est le bienvenu dans les cénacles des puissants, où l'on salue même, avec une ironie morbide, la qualité de son « boulot ».

Course aux armements

Rien d'étonnant, finalement, quand on regarde le monde tel qu'il va, avec le développement des régimes autoritaires et la fièvre militariste. La mondialisation capitaliste traverse une crise économique, sociale et politique historique, qui peut faire dire à un Vladimir Poutine goguenard que « le libéralisme est obsolète », et qui se traduit entre autres, depuis plusieurs années, par une remontée des tensions inter-impérialistes, avec des grandes puissances bien décidées à ne pas se

contenter d'un statu quo qui ne sied plus à personne. Les États-Unis de Trump sont à cet égard un cas d'école : des mesures protectionnistes de plus en plus agressives pour « protéger le marché intérieur », mais des visées impérialistes maintenues, voire étendues, du Moyen-Orient à l'Asie pacifique en passant par l'Amérique latine.

Sommes-nous à la veille d'une conflagration militaire mondiale ? Il serait hâtif d'en arriver à cette conclusion alarmiste. Force est toutefois de constater que la course aux armements a bel et bien été relancée, avec une augmentation spectaculaire des dépenses militaires mondiales et, partant, un marché de l'armement en pleine expansion. Selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) publié en avril dernier, on note ainsi, entre 2017 et 2018, une hausse globale de 2,6 % des dépenses militaires à l'échelle de la planète. Dans le détail, les dépenses militaires US ont augmenté pour la première fois depuis sept ans, de 4,6 %, celles de la Chine, adversaire désigné de Trump, de 8,1 %, celles de l'Europe centrale de 12 %, celles de l'Amérique centrale de 8,8 % et celles de l'Europe occidentale de 1,4 %. Des disparités mondiales éloquentes puisque, dans le même temps, les dépenses militaires de l'Afrique subsaharienne baissaient de 11 %, celles de l'Afrique du Nord de 5,5 % et celles de l'Océanie de près de 3 %. Au cours des 10 dernières années, on note une progression de 29 % pour l'Inde, de 73 % pour le Pakistan, de 27 % pour la Russie, de 28 % pour la Corée du Sud, etc.

Guerre froide, guerres chaudes

Ces dépenses ne sont pas uniquement destinées à la modernisation des armées (particulièrement spectaculaire en Russie et en Chine) ou à la dissuasion, mais bel et bien à des interventions militaires concrètes. On se souviendra ainsi que, malgré les promesses non-interventionnistes de Trump, les États-Unis sont toujours aujourd'hui engagés directement dans sept conflits (Afghanistan, Irak, Syrie, Yémen, Somalie, Libye, Niger) ; que la Russie, quelques années après la guerre en Crimée, a déployé des moyens militaires conséquents pour venir au secours de son allié Bachar al-Assad ; ou encore que la Turquie, dont les dépenses militaires ont augmenté de 24 % (!) en 2018, a multiplié ces derniers temps les interventions contre les zones kurdes, entre autres et notamment contre le canton d'Afrin en Syrie.

Des guerres chaudes sur fond de guerres froides entre puissances mondiales et/ou entre puissances régionales, l'exemple le plus flagrant de ce dernier type de conflit étant la guerre froide entre Iran et Arabie saoudite, qui interviennent militairement hors de leurs frontières pour préserver ou étendre leurs zones d'influence, s'affrontent par groupes satellites interposés, et somment chaque pays de la région de choisir son camp, dans une région où l'État d'Israël multiplie lui aussi les interventions et tire vers le haut les dépenses militaires et la course aux armements.

Et la France n'est pas en reste, qui se place sur le podium des exportateurs d'armes et se classe 5^e au niveau des dépenses militaires, juste derrière l'Inde. Une France qui, même si elle n'a pas les ambitions des États-Unis, de la Chine ou de la Russie, fait partie de ces grandes puissances qui n'hésitent pas à mettre le monde à feu et à sang pour défendre ou étendre leurs intérêts. Des puissances qui font planer aujourd'hui bien des menaces, avec des risques réels d'explosions aux conséquences difficilement mesurables, mais qui imposent aux forces progressistes de renforcer leurs positions internationalistes et anti-impérialistes.

Julien Salingue

• Créé le Jeudi 4 juillet 2019, mise à jour Dimanche 7 juillet 2019, 14:40 :

<https://npa2009.org/actualite/international/course-aux-armements-et-rivalites-inter-imperialistes>

USA-Iran : Trump le va-t-en-guerre, un danger pour toute la planète

Le 13 juin, l'attaque de deux pétroliers, norvégien et japonais, près du détroit d'Ormuz par lequel transite un cinquième de la production mondiale de pétrole a servi de prétexte aux USA pour relancer leur offensive contre l'Iran engagée depuis leur retrait de l'accord international sur le nucléaire iranien, en mai 2018.

Le ton est encore monté d'un cran le 20 juin après que l'Iran a abattu un drone de surveillance de l'US Navy qui avait violé, selon lui, son espace aérien. En représailles les USA se préparaient à des frappes aériennes avant que Trump ne se ravise au dernier moment pour cependant ajouter ensuite : "Toute action de l'Iran visant n'importe quel intérêt américain déclenchera une réponse d'une force puissante et écrasante [...] Dans certains domaines, écrasante signifiera annihilation". Au-delà de l'odieuse mise en scène de Trump par lui-même au moment où il s'engage dans une nouvelle campagne électorale en vue de l'élection présidentielle, au-delà de des surenchères des faucons, Bolton et Pompeo, ces mises en garde sont assumées par l'État américain et le Pentagone, elles ne s'adressent pas seulement à l'Iran mais visent à affirmer la détermination des USA face au monde entier.

Surenchères bellicistes

Le 24 juin, Trump a signé un décret imposant de nouvelles sanctions, renforcement de l'embargo, gel des avoirs à l'étranger de certains dignitaires iraniens, considérées par l'Iran « comme un acte hostile conforme au terrorisme économique et à la guerre économique lancés contre notre Nation » et comme une volonté de « fermer de façon permanente la voie de la diplomatie avec le gouvernement prêt à tout ». L'Iran est étranglé par l'embargo qui vise à le mettre à genoux et à lui imposer les décisions US, voire à provoquer l'écroulement du régime. Les exportations de pétrole iranien sont tombées à 750 000-900 000 barils par jour, essentiellement à destination de la Chine, contre 2,6 millions de barils par jour il y a un an. Une situation dramatique que paye la population par la hausse des prix, le chômage, la misère.

Cette politique renforce, en fait, le pouvoir des mollahs qui s'appuient sur les sentiments anti-étatsuniens. En réponse à ces nouvelles sanctions, ces derniers ont annoncé qu'ils commenceraient à rompre leurs engagements sur le nucléaire le 7 juillet, si les autres signataires de l'accord (Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne) ne trouvaient pas le moyen d'atténuer le poids des sanctions US. Le Drian, ministre des Affaires étrangères français, s'est empressé de dénoncer cette « grave erreur »...

Bruits de bottes

Dès le 17 juin, Washington a annoncé l'envoi de 1000 militaires supplémentaires « à des fins défensives pour répondre à des menaces aériennes, navales et terrestres au Moyen-Orient ». Le 5 mai, avait déjà été annoncé le déploiement, dans les eaux du golfe Arabo-persique, du porte-avions Abraham-Lincolnnet de son groupe de combat. Quatre bombardiers stratégiques B-52 sont arrivés le 8 mai sur la base qatarie d'el-Udeid. Un autre navire de l'US Navy, l'Arlington, transportant une force de marines, des véhicules amphibies de débarquement, des hélicoptères et une batterie de missiles antimissiles Patriot, est en route vers le Moyen-Orient. Le Pentagone a engagé un plan d'intervention qui prévoit le déploiement dans la région de 120 000 hommes - à peine moins que

pour la guerre contre l'Irak.

Il est très probable qu'aujourd'hui les USA ne veulent pas d'une guerre directe ou plutôt préfèrent, si possible, l'éviter, convaincus que le rapport de forces est entièrement en leur faveur. Ce que voulait souligner Trump en déclarant, à propos de la possibilité d'un affrontement militaire : « Nous sommes dans une position très forte, et ça ne durerait pas très longtemps, je peux vous le dire ». Des propos qui cependant en assumant le risque et les conséquences qui ne pourraient rester limitées à l'Iran, qui embraseraient le Moyen-Orient, provoqueraient une recrudescence du terrorisme en réponse à l'odieux terrorisme d'État US, aggraveraient l'instabilité et les tensions internationales.

On assisterait à une flambée des cours du pétrole, à un ralentissement des échanges internationaux et vraisemblablement à une récession mondiale, dont les éléments sont déjà en place.

Le désordre mondialisé

La politique de Trump, y compris dans sa seule mise en scène, répond aux besoins de Wall Street, c'est-à-dire d'une classe capitaliste prête à défendre bec et ongles sa domination mondiale dans le cadre d'une libre concurrence faussée et mondialisée. Elle n'est plus en mesure d'être le gendarme du monde capitaliste mais est devenue un puissant facteur de désordre mondial, mus par la défense de ses seuls intérêts. La multiplication des conflits et des interventions, l'exacerbation des tensions où les politiques libérales le disputent aux politiques impérialistes, sont une conséquence de la stagnation du capitalisme à l'heure de la financiarisation mondialisée.

La première puissance mondiale a un talon d'Achille, la contradiction entre les 99% et les 1%, qui la mine de l'intérieur, une contradiction qui est de plus en plus brutale, évidente, destructrice et dont la politique de Wall Street et du Pentagone comme les frasques ridicules et cyniques de Trump préparent l'explosion. La seule réponse à la menace que représente la politique des USA vis-à-vis de l'ensemble de la planète.

Yvan Lemaitre

- Créé le Mardi 2 juillet 2019, mise à jour Jeudi 4 juillet 2019, 16:33 :
<https://npa2009.org/actualite/international/usa-iran-trump-le-va-t-en-guerre-un-danger-pour-toute-la-planete>

Le théâtre d'opérations indopacifique

Sur le plan militaire, les océans Indien et Pacifique sont devenus le pivot du face-à-face mondial entre les États-Unis et la Chine, au point que le Pentagone en a fait un théâtre d'opérations unifié pour mieux s'opposer à la montée en puissance des forces armées chinoises. Les enjeux sont colossaux.

Donald Trump a fait ce que Barack Obama voulait, mais sans y parvenir tant il restait englué dans la crise du Moyen-Orient : renforcer qualitativement la présence de la VII^e Flotte, notamment dans le Pacifique occidental. En 2020, les deux tiers de l'US Navy devraient être positionnés en Asie-Pacifique, alors qu'auparavant elle se trouvait pour moitié dans l'Atlantique. Simultanément, Washington veut intégrer plus étroitement à un front commun antichinois le Japon, l'Inde,

l'Australie... La France de Macron ambitionne d'entrer dans ce jeu occidental, malgré la faiblesse de ses moyens, invoquant ses possessions insulaires (et les amples zones économiques exclusives qui vont avec).

Changement de la doctrine militaire chinoise

Xi Jinping, pour sa part, a radicalement modifié la doctrine militaire chinoise. Elle s'inscrivait sous Mao dans une perspective défensive et locale : opposer la guerre populaire à un éventuel envahisseur, garantir ses revendications frontalières (Himalaya, Sibérie, Taïwan...). L'armée de terre constituait le cœur de cette politique. Elle s'inscrit dorénavant dans une politique de grande puissance mondiale : protéger ses lignes de communication, consolider son expansion économique, imposer son rang... C'est à la Navale de porter cette ambition.

L'armée de terre monopolisait hier 70 % des effectifs militaires (autour de deux millions au total), moins de 50 % aujourd'hui, alors que les effectifs de la marine ont triplé. Pékin veut se donner les moyens de contrôler les océans et le ciel. Les dépenses militaires ont bondi de 83 % entre 2009 et 2018, avec des résultats probablement sans précédent en un si court laps de temps pour un grand pays. La Chine ne possédait qu'un porte-avions de fabrication soviétique, elle en a dorénavant trois et probablement bientôt cinq. Elle n'avait aucun super-destroyer, elle en déploie aujourd'hui quatre...

Les forces chinoises ont leurs faiblesses. Un armement nucléaire à moderniser. Des sous-marins stratégiques trop « bruyants ». Peu d'expérience en matière de déploiement massif de corps d'armée et de coordination entre divers services. Encore moins d'expérience du feu, de guerres réelles. Une chaîne de commandement inadaptée, alors que, dans l'éventualité d'une rupture de communications, il faut une forte capacité d'autodécision sur un théâtre d'opérations. En ce domaine, Pékin a décidé de calquer le dispositif US - mais cette décentralisation opérationnelle peut entrer en conflit avec la conception hypercentralisée du pouvoir propre à Xi Jinping.

Relance de la course aux armements

Sur le plan géostratégique, Washington s'appuie sur trois lignes d'îles pour contrer le déploiement chinois. La première enserme la mer de Chine, de la péninsule coréenne à la péninsule indochinoise en passant par le Japon, les Philippines, l'archipel indonésien. La seconde a pour pivot Guam et sa base navale, en Micronésie (Pacifique occidental), censée protéger Hawaï, siège de la flotte US du Pacifique. La troisième est située dans le Pacifique sud.

Le conflit en mer de Chine (une appellation internationale rejetée par des pays riverains) s'est soldé par un compromis temporaire. Pékin a militarisé à son bénéfice la mer de Chine du Sud, tout en devant cesser ses incursions militaires aux abords du Japon et de la Corée (mais en pouvant réapparaître plus au Nord, au large de la Sibérie, avec un soutien russe). Xi Jinping a lancé la construction de « corridors » via la Birmanie et la Malaisie, ainsi qu'au travers du Pakistan, qui lui permettent d'accéder directement à l'océan Indien. Sa marine de haute mer cingle dorénavant jusque dans le Pacifique sud où la compétition fait rage pour passer des accords militaro-économiques avec les États insulaires. Elle bénéficie par ailleurs d'une base à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, multiplie les manœuvres dans l'océan Indien et est intervenue au Yémen pour exfiltrer ses ressortissants.

Autre facette de la compétition, le développement d'armes nouvelles, déjà fabriquées ou testées : missiles de précision et de longue portée terre-mer, mer-mer, antisatellites, engins hypersoniques (jusqu'à Mach 20... la Russie est aussi en pointe en ce domaine) ; nouvel avion furtif ; avion-cargo sans pilote ; super canons ayant recours à la puissance électromagnétique... Le déploiement de

telles armes pourrait menacer de loin les flottes aéronavales, bouleversant les règles de guerre en vigueur. De fait, le conflit US-Chine en Asie-Pacifique a relancé la course aux armements dans le monde entier.

Conflits par procuration

Ni la Chine ni les États-Unis ne veulent engager une guerre frontale – bien que le risque de « dérapage » en mer de Chine du Sud et autour de Taïwan ne puisse être ignoré. Cependant, des conflits par procuration sont dans la logique des choses. Ce fut le cas en Corée (cela pourrait le redevenir). C'est actuellement le cas (sous forme politique) au Sri Lanka, une île dont la position stratégique est clé, à la pointe sud de l'Inde, et où Pékin a obtenu la concession d'un port pour 99 ans (Hong Kong était une concession britannique pour 99 ans !). Où un tel conflit par procuration pourrait-il naître sous forme militaire ? Difficile à prévoir.

La particularité du théâtre d'opérations indopacifique est qu'il voit s'opposer comme nulle part ailleurs la première et la deuxième puissance militaire (la Russie ayant la capacité de jouer sa partition grâce à sa présence sibérienne et à sa flotte de sous-marins stratégiques). Plus qu'ailleurs, la géographie politique, économique, technologique et militaire du conflit USA-Chine pourrait se superposer – avec à l'horizon une possible balkanisation d'un marché mondialisé. C'est ici que les logiques de guerre prennent le plus directement une dimension mondiale.

Pierre Rousset

- Créé le Jeudi 4 juillet 2019, mise à jour Dimanche 7 juillet 2019, 14:40 :
<https://npa2009.org/arguments/international/le-theatre-doperations-indopacifique>
-

Contre les guerres et le militarisme

Les guerres que mènent les grandes puissances n'ont pas pour but, comme on nous l'affirme, de lutter contre le terrorisme et encore moins de soulager les peuples de la misère ou les débarrasser des dictatures qui les oppriment.

Ce sont des guerres menées pour continuer à piller les ressources naturelles de ces pays, en perpétuant le rapport colonialiste imposé, notamment par la France, aux peuples d'Afrique et du Moyen-Orient. Il s'agit en outre, pour les principales puissances impérialistes, de défendre ou d'étendre leurs « zones d'influence »... et leurs intérêts économiques.

Guerres, misère et complicités européennes

Loin d'empêcher le développement du terrorisme, les guerres menées au cours des deux dernières décennies l'ont engendré en poussant des jeunes, que la misère créée par l'exploitation des richesses de leurs pays et les bombardements laissent sans espoir, dans les bras des chefs de guerre ou de sectes religieuses.

Le chaos libyen n'était pas une fatalité. Alors que le peuple se soulevait en 2011 pour renverser la dictature de Kadhafi, l'intervention militaire de la France et ses alliés a favorisé tous les groupes confessionnels/claniques qui s'y affrontent aujourd'hui, contribuant à déposséder le peuple libyen de

sa rébellion.

En Syrie, les grandes puissances ont laissé Assad massacrer son peuple pour enrayer la révolte qui y naissait dans la foulée des soulèvements de Tunisie et d'Égypte. La destruction d'Alep, le massacre de la population par les armées d'Assad et de la Russie se sont ainsi faits dans le silence de « démocraties » américaine et européennes soucieuses de ménager l'appareil répressif syrien et les bonnes relations futures.

L'Arabie saoudite qui bombarde le Yémen est, avec Israël, le principal relais des pays occidentaux dans la région. Cette amie des USA, de l'UE et de la France est aussi la dictature la plus réactionnaire du Moyen-Orient, berceau et grand argentier de tous les courants de l'intégrisme islamique.

Le président turc, Erdogan, a quant à lui profité de son alliance avec les puissances occidentales, prétendument contre Daech, pour reprendre sa guerre contre la population kurde de Turquie et le PKK, pour réprimer tous les mouvements de gauche, les journalistes, les militants ouvriers, etc. La France lui a assuré un soutien régulier en réprimant les mouvements et militants kurdes, dont plusieurs ont été assassinés en France en toute impunité.

En finir avec le militarisme

Et malgré tout, force est de constater que, du côté des forces politiques institutionnelles en France, c'est l'unanimité qui l'emporte. Défense des « intérêts français », des groupes industriels, des emplois générés par l'industrie de l'armement : tous les arguments sont bons pour ne pas pointer les responsabilités, directes ou indirectes, de la France dans les conflits militaires.

Quitte à verser parfois dans les postures les plus contradictoires, à l'instar de celle de Jean-Luc Mélenchon et de la FI qui, tout en dénonçant les exportations d'armes en Arabie saoudite, n'ont cessé de saluer la bonne santé du complexe militaro-industriel français. Le 25 octobre 2018, Jean-Luc Mélenchon se rendait ainsi, au Bourget, au salon Euronaval, « rendez-vous mondial des technologies navales du futur », avec ce commentaire sur Twitter, photos à l'appui : « Visite des stands Thalès, MBDA, Naval Group, Ministère des Armées et Navire des métiers. La France doit se donner les moyens d'assurer sa souveraineté sur son territoire maritime, le 2^e plus vaste du monde. » Misère du « patriotisme »...

À l'opposé de toute apologie des industries d'armement françaises, de toute logique « bloc contre bloc » et de tout chauvinisme, il est urgent d'assumer des mots d'ordre défendant une perspective de désarmement et de démilitarisation. Cela commence par l'arrêt des exportations des engins de mort français et, au-delà, le démantèlement du complexe militaro-industriel, avec une reconversion industrielle qui pourrait notamment s'orienter vers le domaine de la transition énergétique (trains, métros, tramways, énergies renouvelables...).

Soit une politique de désarmement unilatéral et général, qui implique également la destruction de la force de dissuasion nucléaire française et, sur le plan politique, le refus de toute « armée européenne », la sortie de l'Otan, la fin de la Françafrique et, plus généralement, l'arrêt de toutes les interventions militaires françaises à l'étranger.

• Créé le Jeudi 4 juillet 2019, mise à jour Dimanche 7 juillet 2019, 14:39 :
<https://npa2009.org/arguments/international/contre-les-guerres-et-le-militarisme>

